



Extrait du CIDR

<http://cidr.org/BURKINA-FASO-Donnees-generales,479.html>

BURKINA FASO - Données générales - Situation intérieure - Politique extérieure

- Activités - Programmes de développement - Dossiers pays -

Date de mise en ligne : lundi 28 mars 2011

Description :

Avec un PNB par tête de l'ordre d'un euro par jour et par habitant, le Burkina reste un pays très pauvre dont le développement se heurte à de nombreux handicaps. Globalement, l'économie est très sensible aux aléas climatiques (pluviométrie) et aux chocs exogènes, en particulier les cours du coton et de l'or pour les exportations, le prix du pétrole et des produits alimentaires pour les importations.

Copyright © CIDR - Tous droits réservés

Source : Ministère des Affaires Etrangères et Européennes

Dernière mise à jour : 26/08/10

Données générales

Données générales et géographiques

Nom officiel : Burkina Faso

Superficie : 274 200 km²

Capitale : Ouagadougou

Villes principales : Ouagadougou , Bobo-Dioulasso, Koudougou

Langue officielle : Français

Monnaie : Franc CFA

Fête nationale : 11 décembre

Données démographiques

(Banque de France, 2008)

Population : 14, 8 millions d'habitants

Densité : 54 hab/ km²

Croissance démographique : 2,9%

Espérance de vie : 51,7 ans

Taux d'alphabétisation : 26%

Religions : Islam (50 %), animisme (40%), christianisme (10%) (CIA World Factbook)

Indice de développement humain : 177 ème sur 182 pays (PNUD)

Classement Transparency International : 79 ème sur 180 pays (2009)

Données économiques

PIB en 2008 : 7,28 Mds \$ (Banque Mondiale)

PIB par habitant en 2008 : 480 \$ (Banque Mondiale)

Taux de croissance en 2008 : 5,2% (FMI)

Taux de chômage : NC

Taux d'inflation en 2008 : 10,7 % (FMI)

Solde budgétaire en 2008 : - 4,4 % du PIB (FMI)

Balance commerciale en 2008 : - 11,8 % du PIB (FMI)

Principaux clients en 2008 (Economist Intelligence Unit) : Singapour (12,3 %), Chine (11,6 %), Belgique (9,4%), Thaïlande (6,6%), Ghana (5%), Niger (3,9 %)

Principaux fournisseurs en 2008 (Economist Intelligence Unit) : Côte d'Ivoire (25,7 %), France (17,7 %), Togo (7,1 %), Libye (4,1 %), Chine (3,5 %)

Part des principaux secteurs d'activités dans le PIB en 2008 : Agriculture 34,1 %, industrie 26,5 %, services 39,3 % (Economist Intelligence Unit)

Exportations de la France vers le Burkina Faso en 2008 : 199 M Euros (DGTPE)

Importations françaises depuis le Burkina Faso en 2008 : 6 M Euros (DGTPE)

++++

Situation intérieure

Situation politique

- ▶ Indépendante le 5 août 1960, la Haute Volta a connu plusieurs coups d'Etat dont celui de Thomas Sankara en 1983. Elle devient le Burkina Faso, "pays des Hommes intègres", en 1984. Le 16 octobre 1987, Blaise Compaoré, ancien compagnon de route de Sankara, prend le pouvoir. Il est élu en 1991 et réélu en 1998 bien que son parti, le Congrès pour la Démocratie et le Progrès (CDP), ne dispose que d'une courte majorité.
- ▶ Lors des élections présidentielles du 13 novembre 2005, le président sortant Blaise Compaoré est à nouveau réélu avec 80,3 % des voix dès le premier tour, lui donnant une légitimité politique dont il ne disposait pas jusqu'alors.
- ▶ Les élections municipales du 23 avril 2006 ont représenté une étape importante pour le pays car elles étaient les premières à s'inscrire dans le cadre de la décentralisation et ont consacré la « communalisation intégrale » du pays. Ces municipales ont confirmé l'hégémonie du CDP au pouvoir, dont se sont réclamés plus de 72 % des nouveaux élus.
- ▶ L'opposition, très affaiblie et plus que jamais divisée après les défaites successives aux présidentielles et aux municipales, a subi une lourde défaite aux élections législatives de 2007. Celles-ci ont ainsi consacré une large victoire du CDP et des partis de la mouvance présidentielle. L'opposition y représente alors seulement 13,5 % des sièges au sein de l'Assemblée Nationale (66 % pour le CDP et 20,5 % pour la mouvance présidentielle), à travers ses 15 sièges sur 111.
- ▶ Le 4 juin 2007, le Président de la République a nommé M. Tertius Zongo comme nouveau Premier Ministre. Ayant un profil rassurant pour les bailleurs multilatéraux et les institutions financières internationales, il semble vouloir souligner sa volonté de lutter contre la corruption.
- ▶ La FEDAP (Fédération associative pour la paix et le progrès avec Blaise Compaoré) a été créée au mois d'avril 2008 par le frère cadet du chef de l'Etat, François Compaoré. Le 3 septembre 2008, le Président Compaoré a

procédé à un léger remaniement ministériel, notamment pour remplacer son ministre des affaires étrangères, Djibril Bassolé, nommé médiateur conjoint des Nations Unies et de l'Union Africaine au Darfour. C'est M. Yoda, précédemment Ministre d'Etat, ministre de la Santé, qui lui a succédé.

- ▶ Le CDP a dû faire face en 2008-2009 à certaines contestations. Le 23 mars 2008, Salif Diallo, Ministre d'Etat, Ministre de l'agriculture, de l'hydraulique et des ressources halieutiques et vice-président du CDP, a été démis de ses fonctions. Suite à une sortie médiatique en août 2009, celui-ci, aujourd'hui Ambassadeur à Vienne, avait été suspendu des organes et instances du parti, mais le bureau politique du CDP a levé ces mesures le 27 février 2010. Le parti majoritaire a dû faire face en avril 2009 à la défection de six refondateurs dénonçant le manque de démocratie interne au sein du CDP.
- ▶ L'opposition tente, sans grand succès jusqu'à présent, de se réunir. Le parti de l'Union pour la renaissance-Parti Sankariste (Unir-PS) a été désigné chef de file de l'opposition et son président, Bénéwendé Sankara, est le premier candidat déclaré à l'élection présidentielle. L'ancien Ministre de l'économie et des finances, Zéphirin Diabré a organisé en mai dernier à Ouagadougou un "forum des citoyens de l'alternance" et a en créé le 1er mars dernier son parti politique, l'Union pour le Progrès et le Changement (UPC).
- ▶ La question de la révision de la Constitution de 1991 est apparue au centre des réflexions politiques de ces derniers mois. Par ailleurs, alors que les élections présidentielles devraient se tenir en novembre 2010, la scène politique burkinabé commence à s'animer davantage, les partis commençant à se mettre en ordre de bataille. Les opérations de révision de la liste électorale sont en cours. Le troisième congrès extraordinaire du CDP qui s'est tenu à Ouagadougou les 6 et 7 août, a débouché sur la désignation de Blaise Compaoré comme candidat du parti à la prochaine élection présidentielle. Celui-ci a été officiellement investi le 21 août.

Situation économique

- ▶ Avec un PNB par tête de l'ordre d'un euro par jour et par habitant, le Burkina reste un pays très pauvre (177ème rang sur 182 au dernier classement de l'Indice de développement humain). Son développement se heurte à plusieurs handicaps comme son enclavement, la faiblesse de ses ressources naturelles, l'importance de sa croissance démographique (3% / an), la rudesse de son climat, le faible accès de sa population à l'eau potable, aux soins de santé primaire ou à l'éducation. Globalement, l'économie est très sensible aux aléas climatiques (pluviométrie) et aux chocs exogènes, en particulier les cours du coton et de l'or pour les exportations, le prix du pétrole et des produits alimentaires pour les importations.
- ▶ L'économie burkinabé est peu diversifiée et reste largement fondée sur le milieu rural. Le secteur primaire représente le tiers du PIB et d'autres secteurs économiques importants (transports, agro-industries) en dépendent étroitement. L'activité se concentre sur quelques produits (coton, élevage, vivrier), auxquels s'ajoute une production minière en développement (notamment de l'or dont la production a atteint 5,5 t en 2008 et pourrait s'élever à plus de 10 t en 2010).
- ▶ Les performances économiques du pays se situent en moyenne à un niveau plutôt satisfaisant (plus de 5% de croissance par an en moyenne sur les dix dernières années). L'activité a été relativement soutenue en 2008 avec une croissance du PIB atteignant 5,2%, grâce à une bonne campagne agricole. Pour 2009, dans un environnement international difficile, les prévisions de croissance ont été révisées à la baisse compte tenu de la conjoncture internationale et des conséquences de la crise, notamment en matière de commerce et d'investissements. Comme d'autres pays de la région, le Burkina Faso a subi en 2008 une poussée inflationniste liée au renchérissement des importations pétrolières et alimentaires.

- ▶ Le pays ne peut se passer de l'aide extérieure pour le financement de ses dépenses courantes comme de ses projets d'investissement. L'APD totale reçue par le Burkina Faso s'est élevée en 2007 à 862 M \$ (soit 15% du PIB et 61 \$/ hab). Le Burkina Faso est le 1er pays à avoir élaboré un document de stratégie de réduction de la pauvreté (DSRP 2000), sur laquelle les donateurs ont progressivement aligné leurs appuis. L'Appui budgétaire général (ABG) tend à représenter une part croissante de l'APD totale.
- ▶ La conduite de la politique macroéconomique s'inscrit dans le cadre d'un accord conclu avec le FMI au titre de la Facilité pour la réduction de la pauvreté et la croissance (FRPC), approuvée en avril 2007. Les efforts du gouvernement dans la mise en oeuvre des réformes structurelles sont soulignés par les partenaires au développement (gestion des finances publiques, mobilisation des recettes fiscales, augmentation de la productivité du secteur coton, amélioration du climat des affaires).
- ▶ La ville de Ouagadougou et sa banlieue ont été frappés le 1er septembre 2009 par de très fortes inondations provoquées par des pluies diluviennes, qui ont entraîné une dizaine de morts et affecté 150 000 personnes, causant de très nombreux dégâts matériels. De nouvelles inondations ont touché plusieurs régions du pays en juillet 2010.

Politique extérieure

- ▶ Soupçonné d'avoir soutenu le Libéria de Charles Taylor au début des années 2000, puis d'avoir soutenu la rébellion ivoirienne en 2002, le Burkina Faso est parvenu à modifier considérablement son image à l'étranger.
- ▶ Le Président Compaoré joue désormais un rôle essentiel de médiation dans différentes crises ouest-africaines :

* La facilitation du dialogue inter-togolais en août 2006 a permis au Burkina Faso de revenir sur la scène diplomatique. Le Président burkinabé a joué un rôle important dans la conclusion de l'Accord Politique Global de 2006 (APG) dont il a été Facilitateur. Le Président Compaoré a continué depuis lors d'accompagner le dialogue inter-togolais, particulièrement dans la perspective de la préparation des élections présidentielles de mars 2010.

* Depuis la signature de l'Accord politique de Ouagadougou en mars 2007, le Burkina Faso joue un rôle déterminant dans le processus de sortie de crise ivoirien. Le Burkina Faso, Facilitateur de cet accord, il veille à sa mise en oeuvre et organise de nombreuses réunions de suivi à Ouagadougou. Les deux pays ont signé un traité d'amitié et de coopération le 29 juillet 2008. La visite d'Etat du Président Compaoré en Côte d'Ivoire (15-18 septembre 2009), marquée en particulier par la tenue d'un Conseil des Ministres conjoint entre les deux gouvernements, s'inscrit dans la continuité de ce traité.

* Le Président Compaoré a été nommé facilitateur de la crise guinéenne par la CEDEAO, et a joué un rôle décisif dans la sortie de la crise qu'a traversé le pays depuis les événements du 28 septembre 2009.

- ▶ Blaise Compaoré a été élu par ses pairs à la Présidence de l'UEMOA et de la CEDEAO pendant 2 années consécutives (2007 et 2008). L'entrée du Burkina Faso au Conseil de Sécurité comme membre non permanent pour le biennium 2008-2009 est venue renforcer la stature internationale que se construit ce pays. La nomination de son ministre des affaires étrangères, M. Djibrill Bassolé comme médiateur conjoint de l'Union Africaine et des Nations Unies au Darfour, a confirmé cette évolution.

Post-scriptum :

► [Carte du Burkina Faso](#)